

## PROPOS DE RENTRÉE...

Le gouvernement Rocard-Bérégovoy poursuit la politique inaugurée en 1982.

La rigueur, pour les autres, est maintenue et aggravée.

Pour autant, la «*société de consommation*» dénoncée par les «*gauchistes*» en 1968 n'est pas détruite.

Elle est simplement réservée à une «*élite*» dans laquelle Mitterrand, lui-même, range Christine Ockrent et son ministre d'époux, et probablement aussi, le roi des cabotins, Yves Montand soi-même, qui se fait payer 80 millions de centimes pour expliquer qu'il faut supprimer le SMIC et réduire les retraites.

Dans le même temps, les fonctionnaires voient leur pouvoir d'achat réduit chaque jour un peu plus et, grâce à la «*nouvelle Europe*» qui s'édifie, risquent de se voir privés de tout statut.

Mais cette politique se heurte et se heurtera de plus en plus à la résistance des travailleurs.

De ce point de vue, les récents événements de Saint-Nazaire permettent de mesurer l'ampleur de la riposte ouvrière et de situer le rôle et la place de chacune des organisations syndicales.

A cette occasion, l'attitude de la C.G.T. a été tout à fait éclairante. Le P.C.F., quoi qu'il en dise, a réintégré «*l'Union de la gauche*» et soutient efficacement (au moins pour le moment!) la politique réactionnaire du gouvernement.

Alors, reste notre organisation qui constitue, à n'en pas douter, un enjeu de taille.

Notre existence, notre indépendance gênent. D'où les tentatives de «*recomposition syndicale*» et les grandes manœuvres engagées autour de la succession de notre camarade André Bergeron.

Inutile de préciser que ceux qui, comme moi, ont su, dès 1944, en plein «*tripartisme*», prendre leurs responsabilités et combattre pour l'indépendance syndicale, autrement dit contribuer à créer la C.G.T.-F.O., demeureront fidèles à leur combat et feront en sorte que la «*vieille C.G.T.*» continue... quoi qu'il en coûte!

**Alexandre HÉBERT.**

---